

LE CHEMIN DE DAMAS DE L'EURO

Bruits de bottes et argent de la vieille

Bachar Al Assad et sa belle épouse survivront-ils à l'euro ? Tout l'indique tant Bruxelles est impuissante face au déclin de sa monnaie et dépassée par les événements en Syrie. Sur ces deux crises majeures, évidemment, les 17 de la zone euro et les 27 de l'Union européenne risquent pourtant gros. Ils peuvent y laisser leur vie.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Sur les deux crises majeures qu'elle affronte présentement, l'Europe est impuissante, elle n'apporte pas de solution parce qu'elle ne le peut pas vraiment. Sur la Syrie, la diplomatie de l'UE à minima lorsqu'elle s'ébranle à Bruxelles, le consensus est difficile pour ne pas dire impossible sur la façon dont il faut se comporter.

Les enjeux et les risques sont énormes, les effets secondaires ou comme on dit pudiquement, ici, «les dégâts collatéraux» en cas de fausse manœuvre, c'est le cas de l'écriture, risquent de tout balancer en l'air. Jusque et y compris le fragile consensus diplomatique que gère, bon an mal an, Catherine Ashton, M^{me} relex de Bruxelles.

Piégés, les 27 de l'Union le sont assurément. Par l'évolution de la situation sur le terrain qu'ils ne maîtrisent pas. Seuls les Russes et les Américains savent le dossier, le reste, c'est du pipeau. Par la nature du conflit, ensuite.

Il y a quelques mois, Bruxelles avait mobilisé ONG, société civile et médias sur la base d'un soutien à une population en danger de mort, menacée par un tyran (Bachar Al Assad), «assoiffé» de

pouvoir et de «sang» de son peuple dont la belle épouse, Asma, issue de la bourgeoisie sunnite «achète parfums, tissus et derniers cris féminins à Paris aux frais de son peuple affamé et en détournant l'argent de Syrie. Asma Al Assad, attachante et jolie épouse d'un tyran, poussait, selon la puissante propagande d'ici, son mari vers plus de crimes, plus de répression, plus de carnages en Alep, en Damas et à Lattaquié et ses environs.

Asma a rempli la case laissée vacante par Leïla Trabelsi, exilée à La Mecque avec son Ben Ali déchu.

Pour autant, cela ne suffit plus. L'opinion publique ou les opinions publiques constatent qu'en Syrie deux armées, deux logiques et deux structures militarisées s'affrontent. Impitoyablement. A mort. Malheur aux vaincus. L'armée régulière et l'ALS, Armée libre de Syrie, financée, superbement équipée par le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, bénéficiant des expertises de la CIA et du renseignement ami (Français, britannique, Israélien).

C'est une autre configuration ajoutée aux vetos russe et chinois au Conseil de sécurité de l'ONU, cela revient à délégitimer la «résistance», à placer le mou-



Bachar Al Assad.

vement revendicatif, fût-il insurrectionnel, de Syrie sous commandement militaire ambigu, drivé par l'étranger.

L'opposition syrienne elle-même s'en trouve sans voix, exclue de l'affaire, au profit de «nouveaux arrivants» médiatiques qui de Washington, de Paris ou de Londres dictent la conduite, précisent le timing, ne se privant plus d'appeler l'Otan ou une coalition occidentale hors Onu de frapper le régime Assad, d'intervenir, de chasser les alaouites, de placer d'autres à leur place, de «bombarder», «d'installer», pour frappes aériennes, un gouvernement de

transition. Problème, tout de même. Le comptage de la population syrienne est à peu près le suivant : 12% à 15% de alaouites, de 11 à 13% de chrétiens, à peu près le même nombre de Kurdes, quelque 5 à 7% d'ismaïlites, 3 à 6% d'araméens, 5% d'assyriens, 4 à 5% de Turkmènes et un ensemble dit sunnite pas aussi cohérent et anti-Assad qu'on le prétend.

Les couches moyennes sunnites dans leur ensemble, la bourgeoisie d'affaires ou traditionnelle de Damas ou d'Alep, surtout d'Alep, la cité des minorités, la clientèle du parti Baath, véritables miliciens politiques au

service du régime, tout ce beau monde ajouté aux «minorités» citées précédemment, donne une confortable assise au système Bachar. Qu'il soit démocratique, ce n'est pas le cas et ce n'est pas le seul à ne pas l'être, si vous voyez ce que je veux prouver, et, notamment dans le monde arabe, ou pas. D'où le cafouillage européen actuel. Réunis à Bruxelles, hier, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont décidé de choses, certes, symboliquement et médiatiquement fort bruyantes mais de peu d'importance pour influencer sur le rapport de force en pays ommeyade.

Même concernant l'euro, monnaie unique de 17 membres des 27 que compte l'UE, le politique européen est impuissant. Ici, c'est le marché, la loi des marchés qui règne. Les mauvais élèves, les cancre, nombreux en euro-zone (Grèce, Espagne, Portugal, Irlande, Italie, France), d'un mot, à peu près tout le monde sauf le Benelux (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg), les Nordiques emmenés par la Suède et l'Allemagne, sont en train de disqualifier la monnaie européenne.

Hier, les marchés et les agences de notation et les experts ont anticipé une sortie de l'euro de la Grèce et de l'Espagne.

Certains n'hésitent même plus à prédire une fin prochaine de l'euro. Assad survivra-t-il à la monnaie unique européenne ? Tout le laisse supposer.

A. M.

POSITION OFFICIELLE DE L'ALGÉRIE

La classe politique partagée

Entre ceux qui l'estiment opportune et ceux qui considèrent que la diplomatie algérienne est en faillite, les partis politiques ne partagent pas la même lecture de la position officielle algérienne. La classe politique est nettement partagée entre ceux qui applaudissent la prise de position de l'Algérie et ceux qui estiment que le principe de non-ingérence est un non-sens. Le RCD, Ennahda et Ahd 54 et Jil Jadid sont critiques alors que le PT qualifie de juste la position officielle. Contactés, le FLN et le MSP n'ont pas répondu à la sollicitation.

HAKIM SAHEB, SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD :

«Nous sommes affligés»



«En tant que parti démocrate respectueux des droits de l'Homme, nous sommes affligés par la position de l'Algérie qui trahit l'espérance née au lendemain

de l'indépendance.

Ce que vit le peuple syrien est un drame qui doit faire réagir toute personne respectueuse du droit humain. La position officielle de l'Algérie est un reniement du serment fait aux chouchada. Elle peut être interprétée comme un soutien aux despotes.»

FATEH REBEÏ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'ENNAHDA :

«La diplomatie algérienne a échoué»



«Nous émettons beaucoup de réserves quant à la position officielle de l'Algérie. Cette position ne représente en aucun cas celle du peuple algérien. Le peuple syrien vit actuellement une position intenable, il subit une véritable dictature et le peuple algérien ne peut être indifférent face à la souffrance de ceux qui l'ont soutenu

durant la lutte pour la libération de l'Algérie. La diplomatie algérienne a échoué dans son traitement du printemps arabe.

Le printemps arabe est un signe de bonne santé des pays et l'Algérie aurait gagné à soutenir ces mouvements. Il aurait suffi à l'Algérie de s'abstenir de voter la résolution de la Ligue arabe.

Sa position actuelle peut être assimilée à un soutien au régime syrien.

Nous avons déjà demandé à ce que l'ambassadeur de Syrie soit expulsé mais aucune réaction des autorités algériennes qui ne font d'ailleurs rien pour venir en aide aux familles syriennes qui ont fui leur pays.»

DJELLOUL DJOUDI, PORTE-PAROLE DU PT :

«C'est une position juste»

«Au Parti des travailleurs, nous considérons que c'est aux peuples de décider de leur sort. C'est en toute logique que nous soutenons la souveraineté populaire et que nous considérons que c'était exactement la bonne position à adopter.»

TOUFIK BENALOUN, PORTE-PAROLE DE AHD 54 :

«Les mêmes erreurs qu'avec la Libye»

«Notre parti a toujours soutenu les peuples opprimés et s'est toujours posi-

SOFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«L'Algérie a une propension à soutenir les régimes en place»

«La situation en Syrie est chaotique. La crainte est qu'on se dirige vers une guerre civile. Le régime de Assad est condamnable mais ce qui se prépare est encore plus inquiétant et ne semble pas beaucoup préoccuper la communauté internationale. Comme à chaque fois, l'Algérie a une propension à soutenir les régimes en place sous couvert de la souveraineté nationale.»

MILOUD CHORFI, PORTE-PAROLE DU RND :

«L'Algérie fait preuve de lucidité»

«La décision algérienne dans la question syrienne est dictée par la volonté de respecter la position des peuples.

Le peuple syrien est souverain et est maître de son destin. Le RND soutient la position officielle. L'Algérie a toujours fait preuve de lucidité et de clairvoyance.»

N. I.